# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

# Feuilleton et préavis

**de l'Assemblée**

**Le jeudi 19 septembre 2019 — N° 61**
*Neuf heures quarante*

**Président de l'Assemblée nationale :**
**M. François Paradis**

Partie 1

## AFFAIRES COURANTES

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député des Chutes-de-la-Chaudière sur le sujet suivant : *50e anniversaire de l'École secondaire Les Etchemins.*

- Le député de La Pinière sur le sujet suivant : *Souligner la Journée internationale du transport public.*

- Le député de La Prairie sur le sujet suivant : *Société d'histoire des Filles du Roy.*

- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Félicitations à Basketball Québec et aux différents programmes de basketball du Québec pour les succès obtenus le 11 août dernier au Championnat national.*

- La députée de Bellechasse sur le sujet suivant : *Distillerie Sainte-Sabine.*

- La députée de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Ressource pour enfants à besoins particuliers.*

- La députée de Verchères sur le sujet suivant *: Félicitations à Mlle Laura Higgins-Smith.*

- Le député de René-Lévesque sur le sujet suivant : *Hommage aux usagers de la STQ.*

- La députée de Berthier sur le sujet suivant : *25e anniversaire de La Maison des jeunes Le Gros Orteil.*

- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *La balade de rêve.*

**DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES**

**PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI**

**DÉPÔTS**
- **a) documents**
- **b) rapports de commissions**
- **c) pétitions**

**RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS**

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

**QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES**

**VOTES REPORTÉS**

Motion présentée par le député de Robert-Baldwin en vertu de l'article 97 du Règlement :

> QUE l'Assemblée nationale mandate la Commission des finances publiques afin de faire toute la lumière sur la protection des données des Québécois détenues par les institutions publiques et privées et d'évaluer l'opportunité de resserrer la Loi sur la protection du consommateur dans la foulée des événements survenus récemment, notamment chez Desjardins, Capital One, Revenu Québec et Industrielle Alliance;
>
> QUE dans le cadre de ce mandat, la Commission procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques et entende:
>
> Le Mouvement Desjardins
> Capital One
> L'Association des banquiers canadiens
> Équifax
> TransUnion
> L'Autorité des marchés financiers (AMF)
> Benoît Boivin, dirigeant principal de l'Information du Québec

Revenu Québec
L'Office de la protection du consommateur
Option Consommateurs
Union des consommateurs
La Sûreté du Québec
Le Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM)
Le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS)
Le Conseil canadien de l'identité et de l'authentification numérique (DIACC)
MS Solution
ARS Solutions
Le Centre d'étude en droit économique (CEDE)
Jean-Denis Garon, UQAM, Département des sciences économiques
Benoit Dupont, Université de Montréal, directeur scientifique du Réseau intégré sur la cybersécurité (SERENE-RISC) et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en sécurité, identité et technologie
Michel Carlos, spécialiste en lutte contre la fraude
Steve Waterhouse, expert en sécurité informatique
Paul Laurier, président de Vigiteck et ex-enquêteur SQ, ainsi que toutes les personnes ou organismes qu'elle jugera nécessaire de convoquer;

QUE l'organisation du mandat soit confiée aux membres de la Commission;

QUE la Commission fasse rapport à l'Assemblée au plus tard le 4 décembre 2019 à moins que la Commission n'en décide autrement;

Enfin, que cette motion devienne un ordre de l'Assemblée.

**MOTIONS SANS PRÉAVIS**

**AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

**RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE**

Partie 2

## AFFAIRES DU JOUR

**AFFAIRES PRIORITAIRES**

**DÉBATS D'URGENCE**

**DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS**

**AUTRES AFFAIRES**

### I. Projets de loi du gouvernement

*Adoption du principe*

**1)** Projet de loi n° 15
Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
Présenté par la ministre du Tourisme le 28 mai 2019
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le **17 septembre 2019**

**2)** Projet de loi n° 18
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **10 avril 2019**

**3)** Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Reprise du débat ajourné le **18 septembre 2019**

**4)** Projet de loi n° 27
Loi concernant principalement l'organisation gouvernementale en matière d'économie et d'innovation
Présenté par le ministre de l'Économie et de l'Innovation le **12 juin 2019**

**5)** Projet de loi n° 28
Loi permettant la mise en place de certaines mesures en matière de santé et de services sociaux liées au statut géographique particulier de la région sociosanitaire de la Mauricie et du Centre-du-Québec
Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le 7 juin 2019
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **17 septembre 2019**

**6)** Projet de loi n° 29
Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions notamment dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées
Présenté par la ministre de la Justice le 5 juin 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **17 septembre 2019**

**7)** Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**

**8)** Projet de loi n° 31
Loi modifiant principalement la Loi sur la pharmacie afin de favoriser l'accès à certains services
Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le **13 juin 2019**

**9)** Projet de loi n° 32
Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel
Présenté par la ministre de la Justice le **13 juin 2019**

**10)** Projet de loi n° 33
Loi modifiant le Code du travail concernant le maintien des services essentiels dans les services publics et dans les secteurs public et parapublic
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **14 juin 2019**

**11)** Projet de loi n° 34
Loi visant à simplifier le processus d'établissement des tarifs de distribution d'électricité
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **12 juin 2019**

**12)** Projet de loi n° 37*
Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **18 septembre 2019**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

*Étude détaillée en commission*

**13)** Projet de loi n° 5
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions à l'égard des services de l'éducation préscolaire destinés aux élèves âgés de 4 ans
Présenté par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur le 14 février 2019
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 5 juin 2019
Principe adopté le **14 juin 2019**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

**14)** Projet de loi n° 16
Loi visant principalement l'encadrement des inspections en bâtiment et de la copropriété divise, le remplacement de la dénomination de la Régie du logement et l'amélioration de ses règles de fonctionnement et modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 3 avril 2019
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 14 mai 2019
Principe adopté le **16 mai 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

**15)** Projet de loi n° 17
Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile
Présenté par le ministre des Transports le 20 mars 2019
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 14 mai 2019
Principe adopté le **5 juin 2019**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

**16)** Projet de loi n° 25
Loi modifiant principalement la Loi sur l'immatriculation des armes à feu
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le 14 mai 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 17 septembre 2019
Principe adopté le **17 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

*Prise en considération de rapports de commissions*

**17)** Projet de loi n° 2
Loi resserrant l'encadrement du cannabis
Présenté par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux le 5 décembre 2018
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 21 février 2019
Principe adopté le 14 mai 2019
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux déposé le **17 septembre 2019** (Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

*Adoption*

**18)** Projet de loi n° 14
Loi favorisant la transformation numérique de l'administration publique
Présenté par le ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale le 4 avril 2019
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 16 mai 2019
Principe adopté le 4 juin 2019
Rapport amendé de la Commission des finances publiques adopté le **18 septembre 2019**

## II. Projets de loi publics au nom des députés

*Adoption du principe*

**19)** Projet de loi n° 190
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**

**20)** Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**

**21)** Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**

**22)** Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**

**23)** Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**

**24)** Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**

**25)** Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**

**26)** Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le **9 avril 2019**

**27)** Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**

**28)** Projet de loi n° 390
Loi remplaçant la Loi sur l'Amicale des anciens parlementaires du Québec
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **18 avril 2019**

**29)** Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**

**30)** Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**

**31)** Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**

**32)** Projet de loi n° 396
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**

*Étude détaillée en commission*

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

## III. Projets de loi d'intérêt privé

*Consultation et étude détaillée en commission*

*Adoption du principe*

*Adoption*

**IV. Motions du gouvernement**

**V. Crédits budgétaires**

**VI. Débats statutaires**

**AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION**

Partie 3

**PROJETS DE LOI ADOPTÉS**

*(Projets de loi non sanctionnés)*

Partie 4

**TRAVAUX DES COMMISSIONS**

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

**COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

**COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE**

**Mandat réglementaire**

- Audition sur le chapitre 5 intitulé « Reprise informatique » et le chapitre 7 intitulé « Contrats en technologie de l'information – Suivi d'un audit particulier » du rapport de mai 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux sur sa gestion administrative et sur ses engagements financiers.
- Audition du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur sur sa gestion administrative et sur ses engagements financiers.

## COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

**Mandat de l'Assemblée**

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 34,** Loi visant à simplifier le processus d'établissement des tarifs de distribution d'électricité (mandat confié le 17 septembre 2019).

**Mandat réglementaire**

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

**Mandat d'initiative**

- Examiner les impacts des pesticides sur la santé publique et l'environnement, ainsi que les pratiques de remplacement innovantes disponibles et à venir dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, et ce, en reconnaissance de la compétitivité du secteur agroalimentaire québécois.

## COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**Mandat de l'Assemblée**

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 16**, Loi visant principalement l'encadrement des inspections en bâtiment et de la copropriété divise, le remplacement de la dénomination de la Régie du logement et l'amélioration de ses règles de fonctionnement et modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (mandat confié le 16 mai 2019).

**Mandat conféré par une loi**

- Étudier le rapport de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie municipale.

**Mandat réglementaire**

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

**Mandat d'initiative**

- Poursuivre le mandat d'initiative sur l'accès aux services financiers de proximité en région.

## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

**Mandat de l'Assemblée**

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 5**, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions à l'égard des services de l'éducation préscolaire destinés aux élèves âgés de 4 ans (mandat confié le 14 juin 2019).

**Mandat conféré par une loi**

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

**Mandat d'initiative**

- Avenir des médias d'information.

## COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

**Mandat de l'Assemblée**

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 27,** Loi concernant principalement l'organisation gouvernementale en matière d'économie et d'innovation (mandat confié le 17 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 33,** Loi modifiant le Code du travail concernant le maintien des services essentiels dans les services publics et dans les secteurs public et parapublic (mandat confié le 17 septembre 2019).

## COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

## COMMISSION DES INSTITUTIONS

**Mandat de l'Assemblée**

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 25,** Loi modifiant principalement la Loi sur l'immatriculation des armes à feu (mandat confié le 17 septembre 2019).

## COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

**Mandat de l'Assemblée**

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 18,** Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes (mandat confié le 5 juin 2019).

## COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

**Mandat d'initiative**

- L'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH).

## COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

**Mandat de l'Assemblée**

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 17**, Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (mandat confié le 5 juin 2019).

**Mandat d'initiative**

– Les enjeux de recyclage et de valorisation locale du verre.

Partie 5

**QUESTIONS ÉCRITES**

*Les* questions déjà inscrites *paraissent au Feuilleton du mercredi*

82) Mme Ghazal (Mercier) – **19 septembre 2019**
À la ministre de la Santé et des Services sociaux

Fondé en 1995 avec l'étroite collaboration du Centre de Réadaptation Lucie-Bruneau, le centre Viomax a pour mission d'améliorer l'état de santé, la participation sociale et l'autonomie des personnes qui vivent avec des incapacités physiques. Cet organisme apporte une plus-value à la collectivité sans avoir recours à du financement public. Devant la compétition toujours croissante pour obtenir des fonds auprès de fondations privées, leur préoccupation de garder des tarifs justes pour les usagers, leur souci d'offrir des conditions de travail décentes aux employés et leur créneau particulier, Viomax doit maintenant rassembler 50 000$ de manière récurrente pour être en mesure de continuer à offrir ses services à une communauté de plus de 600 membres.

En plus de son apport positif à la collectivité, Viomax optimise l'utilisation des plateaux du centre Lucie-Bruneau (piscine, gymnase et salle de conditionnement physique) en dehors des heures normales de réadaptation et entretient des partenariats avec d'autres établissements du réseau de la santé (Centre de réadaptation Marie-Enfant, Centre Constance-Lethbridge) ainsi qu'avec la ville de Montréal qui permettent l'utilisation de certaines installations. Ces installations permettent d'offrir 8 000 heures de services annuellement. C'est toutefois les équipements adaptés et l'accompagnement spécialisé qui rendent Viomax incontournable dans un continuum de services de santé pour une clientèle dont l'activité physique serait autrement inaccessible et/ou inadaptée. Il suffit d'une visite pour saisir toute l'importance de ces lieux pour les usagers, mais aussi pour comprendre à quel point l'activité physique est un vecteur clé de la prévention en santé.

Les programmes d'aide financière en loisirs et en sports du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur ne sont pas adaptés aux services de Viomax. Du côté du ministère de la Santé et des Services sociaux, il est impossible d'obtenir du financement via le PSOC puisque Viomax charge des frais d'inscription et d'adhésion pour ces activités. Pour eux, il est important de préserver ces frais puisqu'ils contribuent à ne pas stigmatiser par la gratuité les personnes ayant des incapacités physiques, mais aussi

parce que ces frais représentent avec les adhésions 52% des revenus de l'organisme. Pour ajouter à l'impasse, l'organisme Adaptavie, l'équivalent de Viomax à Québec, obtient un financement PSOC sur une base historique rendant la situation d'autant plus injuste.

Dans ce contexte et à la lumière de ces informations, mes questions pour la ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec sont les suivantes:

1) Est-ce que la ministre s'engage à financer le centre Viomax de manière récurrente pour assurer la pérennité d'une mission essentielle s'inscrivant dans un continuum de services pour les personnes qui vivent avec des incapacités physiques?
2) Est-ce que la ministre a l'intention de soutenir financièrement plus d'initiatives qui, comme Viomax, optimisent des infrastructures publiques et servent l'intérêt collectif par leur nature préventive?

Partie 6

# PRÉAVIS

## I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

### Projets de loi du gouvernement

**a)** 17 septembre 2019
Loi modifiant la Loi sur les compagnies concernant la participation et la prise de décision aux assemblées des personnes morales sans capital-actions – *ministre des Finances.*

**b)** 17 septembre 2019
Loi visant à moderniser certaines règles relatives à la publicité foncière et à favoriser la diffusion de l'information géospatiale – *ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles.*

### Projets de loi publics au nom des députés

**c)** 1er mai 2019
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement – *députée de Mercier.*

### Projets de loi d'intérêt privé

## II. NOUVEAUX PRÉAVIS

**aa)** Interpellation du député de La Pinière au ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor sur le sujet suivant : *L'improvisation du gouvernement caquiste dans la gestion des dossiers relevant du Secrétariat du Conseil du trésor.*